

CHAPITRE 6

La mémoire
des « feux de paille »

Romuald Bodin, Jérôme Camus, Bertrand Geay

Après l'annonce du retrait du CPE et le vote de la levée du blocus, les étudiants décident malgré tout de maintenir la manifestation initialement prévue. Au terme du défilé, une réunion de coordination est improvisée dans un des coins de la place de la mairie. Une partie de la soixantaine d'étudiants présents s'assoit sur les murets qui la bordent, les autres à même le sol, faisant face aux premiers. Les plus investis, les porte-parole notamment, restent debout et gravitent autour du groupe. Dans ces zones, on trouve aussi quelques enseignants. Le fait d'être en plein air permet de fumer et la proximité des bars de la place semble autoriser la consommation éparse de quelques bières. Freddy introduit la réunion, avant de la conclure un peu plus tard. À défaut de micro, les intervenants utilisent le mégaphone pour se faire entendre.

Les participants paraissent encore sous le coup du vote marquant la fin du blocus. Surtout, ils donnent l'impression d'être divisés sur ce qu'il convient de faire. De toute évidence, tous ne s'accordent pas sur l'idée selon laquelle le mouvement serait moribond. Pierre, l'animateur de «manif», fait partie de ceux-là et propose de créer une association pour continuer à affirmer «*qu'on n'est pas satisfaits*». Freddy, plus pondéré, propose de s'appuyer sur les groupes de réflexion qui ont été mis en place, dans le sillage du mouvement. À l'opposé, Michaël semble résigné; Victor paraît lui aussi plus que sceptique. Il va d'ailleurs jusqu'à émettre des doutes sur la pertinence de la création d'une association.

Il semble en fait que la principale inquiétude des étudiants soit ailleurs et que ce débat apparaisse pour beaucoup un peu prématuré. Il y a d'abord l'urgence de la gestion du calendrier de la mobilisation. Un ensemble d'actions avait été programmé, et c'est leur maintien qui doit désormais être discuté. Il y a aussi la question du

rattrapage des cours et des examens, dans un climat de repli sur soi, et même de forte hostilité à l'égard des « bloqueurs » dans les UFR où le mouvement a été le plus conflictuel. Au-delà existe comme une volonté de maintenir, encore un peu, le consensus – volonté qui semble brider les débats, comme une difficulté à envisager d'autres formes de mobilisation, alors qu'une bonne partie des étudiants présents en cette fin d'après-midi ne sont pas encore tout à fait sortis de ce qu'a été le mouvement pendant plus de deux mois. Pourtant, le travail de production du souvenir collectif semble avoir déjà commencé, en particulier par la production de blogs, de films ou de « *press books* ». Et il est plus que jamais présent dans les interventions de cette réunion un peu terne.

Thierry, l'étudiant en première année de sociologie qui s'est de plus en plus affirmé au sein de la « commission action », prend la parole pour remercier tous ceux qui ont participé au mouvement : « *Tout ça, c'est grâce à vous !* » Victor, l'étudiant de deuxième année d'histoire, renchérit : « *On a fait quelque chose d'historique.* » L'un de ses camarades propose de rassembler les vidéos sur le mouvement pour en tirer un film. Une étudiante de lettres invite à rédiger un ouvrage collectif pour témoigner de ce qui a été fait. Mais, au fond, le groupe semble peu à peu prendre conscience de ce qu'il a toujours su confusément. Ce mouvement devait avoir une fin, et le groupe qui était à sa tête risque de disparaître, faute de structures pérennes. Il faut donc exister, ensemble, encore un peu. Et lorsque la camionnette de Force ouvrière passe à proximité en diffusant « L'Internationale », gênant presque ostensiblement les échanges⁷⁷, la réaction est quasiment instinctive : la soixantaine d'étudiants entonne « La Pictaviennne » à pleins poumons, avant de conclure la discussion et de se disperser dans les bars environnants.

77. Dans les intersyndicales interprofessionnelles départementales ou à l'occasion des blocus de ville, les étudiants de la coordination et les responsables de Force ouvrière avaient eu l'occasion de mesurer à quel point leurs rapports à l'organisation étaient pour le moins contrastés.

Les trois formes de la mémoire

En ce moment charnière de l'existence du groupe mobilisé se pose à l'observateur toute une série de questions sur les façons dont les effets du mouvement perdurent au-delà du mouvement lui-même. Quelles traces laissent les mobilisations de cette intensité? Que reste-t-il des mouvements qui, pour exceptionnels qu'ils soient, se construisent en opposition aux instances habituelles d'organisation? Comment les agents mobilisés contribuent-ils eux-mêmes à la mémoire de la lutte et quelle forme prend cette contribution dans le cas de mouvements d'allure anti-institutionnelle? Dans le prolongement d'Halbwachs, ne faut-il pas chercher du côté des traces matérielles et des cadres organisationnels qui ont pu former comme les extensions du mouvement, les supports de la réactivation des dispositions produites par la participation à l'action collective et des pratiques qui leur étaient associées⁷⁸?

Dans le cas étudié, le souci de la perpétuation de l'être collectif a pris une forme singulière. Mobilisant leur propension à la dérision et à l'autodérision, les étudiants se sont attachés à identifier et à mettre en scène, sous des formes s'apparentant parfois à l'album photos de famille ou à la soirée de « fin de colo », les éléments les plus remarquables de leur expérience. Mais ils tentent également, dans les semaines qui suivent la fin de la mobilisation, de produire de nouveaux cadres d'action leur permettant d'assurer la prolongation de leurs pratiques militantes. Et un an et demi plus tard, à l'occasion du mouvement contre la loi sur les « Libertés et responsabilités des universités » (LRU), ils s'efforceront de faire resurgir une dynamique de mobilisation analogue à celle du printemps 2006. On voit par là que l'on ne peut séparer ici ce qui relève des aspects les plus apparemment irréductibles à la sociabilité juvénile, de ce qui relève des structures collectives par lesquelles se conserve la mémoire des luttes antérieures; et qu'il s'agit plutôt de retrouver, dans la diversité des traces de ce mouvement spécifique, un cas particulier de ce mélange d'événements rituels, d'objets et de cadres organisationnels qui forment le support de la mémoire de tout mouvement social.

78. Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, et *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997.

En fait, pour penser tout à la fois ce qui se joue pour les individus et pour le groupe lui-même, que l'on soit en présence de mobilisations fortement ou faiblement encadrées, on conviendra qu'il s'agit de distinguer trois formes de mémoire collective : la mémoire incorporée, comme ensemble des dispositions acquises ou réorganisées par l'expérience des pratiques de la lutte collective ; la mémoire objectivée, comme ensemble des traces matérielles, plus ou moins intentionnellement produites, par lesquelles le groupe et les pratiques du groupe perdurent, en tant que souvenirs ou en tant qu'instruments de nouvelles actions collectives ; la mémoire institutionnalisée, comme ensemble de structures organisationnelles, générées par la lutte ou régénérées par elle, qu'il s'agisse de syndicats, d'associations ou de toute autre espèce de collectifs.

Le souvenir comme typification

Si la mémoire incorporée est d'abord le produit de la participation aux actions durant toute la mobilisation, on peut trouver dans les moments où s'exprime collectivement ce qui peut faire souvenir pour les agents mobilisés une sorte de contribution active, et largement réflexive, à l'incorporation durable du mouvement. Chez les étudiants poitevins, un moment de ce type s'est donné à voir de façon particulièrement saillante à l'occasion du spectacle « Blocus City », réalisé lors d'une soirée organisée par la « commission animation » dès la fin du premier mois du blocus, puis une nouvelle fois à la fin du mouvement. Mis en scène et joué par une poignée de ceux qui comptent parmi les plus engagés, il se présente comme le réinvestissement, plus massif encore que dans les pratiques d'animation des défilés, des dispositions et des compétences issues de l'expérience de l'animation. Mais, sur le mode de l'ironie appliquée à soi-même, il s'y joue aussi un processus de l'ordre de la typification des actions habituelles⁷⁹, en même temps que la consolidation proprement affective de l'entre-soi.

79. Peter Berger et Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 1996.

L'occupation du lieu – une grande salle dédiée aux réceptions ou aux meetings prêtée par la municipalité – correspond sans doute à l'idée que l'on se fait de ce type de représentation : le public – trois ou quatre cents personnes – est assis dans la pénombre (sur des bancs, certains à même le sol). La scène, constituée d'une estrade en arc de cercle d'une soixantaine de centimètres de haut, est éclairée par des lumières chaudes. Son extrémité gauche a été dissimulée au moyen de paravents, ménageant ainsi une coulisse rudimentaire. Un rideau sombre qui tapisse l'arrière-scène, un ensemble de tables et de chaises figurant le blocus, une guitare et son amplificateur occupent l'espace de la représentation. L'ensemble produit une impression de fouillis dont le spectateur est tacitement invité à ne pas tenir compte puisque chacun sait que l'on n'a pas affaire ici à des acteurs de métier mais à des *alter ego*. Enfin, la troupe formée pour la circonstance est composée de six acteurs. Quatre garçons tiendront le plus souvent les rôles principaux, deux filles assurant ceux de moindre importance tout en prenant une part très active dans la gestion matérielle du déroulement du spectacle.

Le spectacle se compose pour l'essentiel de mises en scène burlesques du blocus, des « manifs » avec occupation de la gare, des affrontements avec les forces de l'ordre dans les autres villes et d'une évocation du regard rétrospectif qui pourrait être porté sur le mouvement par ceux qui l'ont animé lorsqu'ils seront à la maison de retraite. Quatre acteurs jouent, sur le mode de la caricature, le rôle de ceux qui apparaissent de fait comme les principaux porte-parole. À deux reprises, une pseudo-interruption publicitaire vient rompre cette chronique ironique de la vie des « bloqueurs ». Une bande musicale et une voix *off* accompagnent l'ensemble. La pièce commence par une brève mise en situation, aux résonances pour le moins éclectiques : « *Dans une France sociale paralysée par les réformes, une petite ville de province résiste : Blocus City. Elle est la seule à lutter contre les réformes et les lois d'un gouvernement méchant, la seule à résister sans violence. Mais approchez, et découvrez la vie à Blocus City* » (*La Guerre des étoiles*, thème d'ouverture).

Contre l'« individualisme »

La consolidation de l'aspect communautaire du mouvement est sans doute la dimension la plus immédiatement perceptible de la représentation produite. Le spectacle, dans son principe, en est l'indice le plus évident. Il s'adresse en effet à un public susceptible de se reconnaître dans ce qui est mis en scène, la participation aux rires collectifs provoqués par les différentes scènes devenant la preuve de l'appartenance de chacun à la communauté parodiquement représentée. Une bonne partie de la représentation met en scène les coulisses du mouvement, ces lieux ou moments auxquels n'ont accès que les étudiants les plus mobilisés : sur le mode humoristique, on évoque la piètre qualité de l'alimentation « sur le blocus », et l'engagement physique que nécessite toute participation (comme dans cette fausse publicité : « Avec le régime blocus, gardez votre ligne tout en bouffant comme un porc »), les difficultés à trouver le matériel nécessaire au blocus, les soirées d'après réunion de « coord' ». De façon plus explicite la voix *off*, qui articule les différentes scènes en suivant le déroulement chronologique d'une journée de mobilisation, se réfère régulièrement au groupe mobilisé et à ses adversaires communs.

Mais c'est aussi dans l'évocation des relations entre les étudiants que se dit l'importance du sentiment d'appartenir à un collectif unifié. Un ensemble de trois scènes, très courtes, est ainsi consacré aux « rencontres » pendant le mouvement. Ce sentiment de découverte d'autrui, de rupture, grâce au mouvement, avec un monde étudiant perçu comme individualiste fait écho à ce que beaucoup des interviewés soulignent au moment de faire le bilan de leur engagement : « *La vie étudiante, c'est bien dans le sens où on apprend plein de choses, t'as des professeurs qui sont souvent très qualifiés, très intéressants et même passionnants. Mais l'inconvénient de la vie étudiante, c'est que c'est une vie très individualiste où tout le monde pense qu'à soi et où c'est que le meilleur gagne. [...] On n'arrive pas à se séparer, c'est fou ça quand même, c'est incroyable, je n'aurais pas cru* » (Sonia, étudiante en deuxième année de lettres [11]).

Le thème du resserrement des liens conduit presque logiquement à celui de l'assimilation aux autres lorsque se déploie un ensemble de références communes qui relèvent de la culture juvénile propre à cette génération d'étudiants : culture cinématographique à travers les

thèmes musicaux sélectionnés pour le fond sonore (*La Guerre des étoiles, Indiana Jones, James Bond, La Septième Compagnie, Le Pont de la rivière Kwaï, Matrix, Le Roi lion*), culture musicale avec les chansons déjà détournées pour les « manifs » et réinsérées dans le spectacle (avec par exemple un titre des Wiggles), ou encore culture télévisuelle avec les spots de publicité parodiés. Il s'agit en somme de fixer ce que peut être l'unification, à la fois politique et affective, de cette population étudiante d'ordinaire si dispersée. Et comme si le rire collectif ne suffisait pas, alors que la représentation s'achève, Pierre prend la parole pour lire un texte qu'il a lui-même rédigé « *pour essayer d'exprimer ce que tout le monde pense, ce que tout le monde a au fond du ventre* ». Il demande que la salle soit éteinte. En fond sonore, « *Jeux interdits* » indique que l'heure est à l'émotion. Sur un ton à la fois retenu et chaleureux, il évoque sur un mode nostalgique (et parfois drôle) les grands moments du mouvement, les anecdotes fameuses, la force de la mobilisation, et termine par ces mots : « *Certains anti-blocus me demandaient à quoi avait servi notre blocus depuis trois mois. Je leur réponds ce soir que le blocus nous a permis de sortir de l'individualisme et du corporatisme dans lequel la fac nous a enfermés. Regardez, nous en sommes la preuve, et ça mes amis c'est une victoire. À bientôt, bonne route et surtout merci à vous.* »

Et, en un sens, c'est encore ce « nous » singulier constitué au fil de l'action qu'il s'agit de représenter lorsque tout au long du spectacle sont mis en scène les porte-parole du groupe. La place qui leur est accordée sous une apparence burlesque, en reconnaissant leur existence jusqu'alors déniée en ce moment et selon cette modalité particulière, exprime par là tout ce que le groupe leur doit, tout en signifiant, par la notation ironique, tout ce qu'ils doivent eux-mêmes au groupe qu'ils ont contribué à produire.

Contre la « violence », les « machos » et les « bourges »

Mais la seule figuration de ce collectif structuré demeurerait une sorte de coquille vide s'il ne s'agissait aussi de mettre en exergue les principes politiques qui ont structuré la mobilisation de façon plus spécifique. De ce point de vue, ce ne sont plus les revendications, tant de fois répétées dans la rue ou aux journalistes, qui sont ici

transposées, mais l'« esprit » du mouvement ou, si l'on veut, ses « valeurs » – en un mot, pour reprendre l'expression du journaliste du *Monde*, la « poitevine attitude ».

L'accent porte d'abord sur la dimension pacifique du mouvement. La voix *off* la souligne à plusieurs reprises et certaines scènes font apparaître les moyens alternatifs à l'affrontement physique utilisés par les étudiants : dans celle qui figure l'occupation de la gare, la brutalité se situe du côté des forces de l'ordre (affublées d'un chapeau pointu) et, lorsque les acteurs jouant les étudiants sont « évacués » sans ménagement, ils reprennent leur place un peu plus loin. La situation des autres villes est tournée en ridicule : la police poursuit les étudiants à la manière des célèbres courses-poursuites de Benny Hill.

Mais ce sont aussi les formes de domination les plus immédiatement perçues par les étudiants qui sont humoristiquement dénoncées. Celle des hommes sur les femmes devient comique lorsque, caricaturée, elle apparaît comme un machisme exacerbé : une fausse publicité montre un homme à la voix forte, portant des lunettes noires, s'asperger de lacrymogène et déclarer sur un ton exagérément viril, alors que les étudiants s'effondrent autour de lui : « *Lacrymo, pour nous, les hommes !* » Les inégalités d'ordre économique et les façons d'être « bourgeoises » sont elles aussi mises à l'index par une fausse publicité pour le « 4x4 déblocusator » (« *S'il avance, t'es mort !* »), qui associe la puissance de l'argent et son emblème (la grosse voiture) à la brutalité de leur propriétaire.

Pour autant, le spectacle n'est pas sans ambiguïté. En revoyant ce qui s'y joue de façon plus synoptique ou, pour le dire dans le langage de Goffman, à un degré plus élevé de modalisation des cadres⁸⁰, les scènes présentées en deviennent parfois équivoques. Que penser, par exemple, de celle qui montre une bagarre entre policiers et étudiants, dans une sorte de pastiche des films d'action qui, se voulant sans doute un moyen de dénoncer la violence dans certaines villes, finit par laisser croire qu'on pourrait être en train de la célébrer à travers les prouesses physiques des acteurs (chorégraphie des combats, chutes impressionnantes) ? Et que dire aussi de ce « cadeau » offert aux lea-

80. E. Goffman, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991 [1^{re} éd. en langue anglaise, 1974].

ders qui, les yeux bandés, subissent un simulacre de danse érotique réalisé par les acteurs masculins travestis, alors même que, quelques minutes plus tôt, ils dénonçaient le « machisme » de leurs adversaires ? Mais il est vrai que se dit peut-être dans cette double dénégation toute l'ambiguïté des relations masculin-féminin qui ont été le propre de cette mobilisation.

« J'ai jamais appris autant... »

Le regard rétrospectif se trouve lui-même parodié lorsque, vers la fin du spectacle, les étudiants semblent s'interroger sur ce qui leur restera de ces semaines de mobilisation. La scène présente une rencontre entre compagnons de lutte, dans un futur lointain (« 40 ans plus tard »). Façon de conjurer ce qui est toujours possible, on caricature ceux qui auraient pu nourrir dans le mouvement des ambitions personnelles en se plaçant dans la sphère politique. Façon de contrer le risque de l'oubli, la mémoire des personnages est présentée comme défaillante (« On était au moins 300 000 ! »). Se dit alors la crainte de l'effacement d'un mouvement dont les étudiants ont toujours pensé que sa force résidait dans sa spontanéité, dans l'engagement individuel « authentique » par et pour le collectif. Interrogés sur ce point, les étudiants interviewés insistent sur le caractère durablement « marquant » des émotions politiques et sur ce qu'ils ont appris des questions économiques ou éducatives, de l'université, des médias, et surtout du champ politique : « Quand on prend un aéroport et qu'on arrive sur la piste, y a comme un sentiment de liberté et de fraternité qui se dégage. [...] On était heureux d'être là, et d'être ensemble surtout. Cette espèce d'unité, on la retrouve rarement » (Ludovic, étudiant en première année de musicologie [8]) ; « J'ai jamais appris autant de choses que pendant un mois. [...] On a beau être des connards qui se montrent un peu partout, euh... on n'en apprend pas moins que tous les autres, hein. Enfin, en tout cas moi ; après euh... mais euh... on en a discuté avec Victor, Hugo et tout... Je pense qu'on est tous sur le cul sur ce qu'on a appris, tant sur le plan humain que sur le plan politique, que sur le plan syndical » (Freddy, étudiant en deuxième année de lettres [7]).

Ainsi, alors que, corps et âme, les étudiants sont encore « dans le mouvement », habités par sa phraséologie multiple, ses enjeux et ses

pratiques devenues quotidiennes des semaines durant, ceux d'entre eux qui produisent cette célébration théâtralisée du groupe contribuent à la définition de cette sorte d'accord sur l'essentiel que constitue la mise en souvenir de la mobilisation, ajoutant le souvenir d'une dernière soirée aux allures de rituel de séparation à tous les autres souvenirs que cette soirée concourt elle-même à ordonner. En cela, cette initiative singulière apparaît comme un analyseur de ce qui se joue plus largement dans le travail collectif qui s'opère sur la mémoire, en tant que production de séries d'éléments signifiants (les pratiques les plus « mémorables »), de principes d'opposition politiques (fraternité/individualisme, pacifisme/violence, démocratie/arbitraire politique, éducation et droits sociaux/pouvoir de l'argent) et de schèmes d'interprétation des liens constitutifs du groupe lui-même.

Les objets de la mémoire

Le travail actif de production de la mémoire de cette mobilisation étudiante s'exprime aussi, de façon plus habituelle, dans la production d'objets, qui forment le prolongement matériel de la mémoire incorporée, en même temps que le support de sa réactivation. Tracts, articles de presse, listes de slogans, courriers, banderoles ou photographies sont les attestations sensibles de son existence, les moyens permettant d'en retrouver les significations particulières et les émotions oubliées. Ils sont de possibles instruments d'une remise en vigueur des pratiques militantes. Sorte d'enregistrement hors des corps de ce que fut la production symbolique du mouvement, ces objets se maintiennent dans le temps, alors que les personnes peuvent changer, évoluer, s'éloigner, oublier et, ainsi, non seulement rappeler une nouvelle fois, et parfois longtemps après les événements, les personnes concernées à leurs expériences passées, mais aussi influencer sur l'esprit des nouveaux venus susceptibles de perpétuer à leur tour le groupe, ses pratiques et ses principes de division politiques.

Dans le cas observé, il faut tout d'abord souligner que, si un *press book* fut constitué tout au long du mouvement, il est demeuré introuvable au cours des mois qui ont suivi, un exemplaire de celui

édité par les services de la présidence de l'université étant le seul à circuler parmi les membres de la coordination. Les nombreux tracts diffusés chaque semaine, en complément des affichages «sauvages» sur banderoles de papier, n'ont quant à eux fait l'objet d'aucune collecte systématique de la part des étudiants. Il n'y a ainsi que peu de traces collectivement produites de la dimension la plus officielle du mouvement.

En fait, dans le droit fil du fonctionnement de ce groupe d'étudiants mobilisés, la production de ce type de traces s'est trouvée presque totalement déléguée à un individu, Victor, l'un des principaux porte-parole de fait du mouvement, militant du MJS* assurant la tenue d'un blog créé antérieurement à la mobilisation mais qui en devient l'un des lieux d'archivage privilégié. Ainsi, bien qu'ayant effectivement fait l'objet d'une véritable appropriation collective (on en parle, l'adresse est échangée entre les étudiants, etc.), il reste le blog d'une unique personne et, qui plus est, de l'une des figures emblématiques de la mobilisation. Victor y expose ses centres d'intérêts, parle de ses diverses expériences (de ses voyages par exemple) et de politique. Lorsqu'en janvier 2006 les étudiants en STAPS* commencent à se mobiliser, Victor, comme d'autres, s'en fait l'écho par ce biais. Puis, au fur et à mesure que le mouvement prend de l'ampleur et que Victor s'y engage personnellement, il s'applique de plus en plus consciencieusement à réaliser (presque) chaque jour le résumé des événements de la journée. Le blog devient alors pour de nombreux étudiants, mais aussi parfois pour des enseignants, un lieu où il est facile d'accéder à l'information la plus récente. On y trouve décrites les dernières actions réalisées par la coordination, le résultat précis du vote aux AG, ainsi que les dates, lieux et heures des prochaines assemblées. On y trouve aussi des débats entre étudiants réagissant aux commentaires de Victor, débats où s'affrontent «pro-blocus» et «anti-blocus», sans parler des dizaines de photographies et d'extraits vidéo qui y sont réunis. On observe donc là une articulation entre une initiative individuelle et des nécessités pratiques qui conduit à une forme de réappropriation symbolique par le groupe. L'objet «blog», par sa spécificité, parce qu'il s'agit d'un objet toujours en chantier entre les mains de son créateur, ne peut jamais totale-

ment échapper à ce dernier. S'approprier cet objet, c'est donc aussi dans une certaine mesure se laisser approprier par son créateur.

La primauté de l'image

De façon plus significative encore, la place accordée aux photographies par la coordination étudiante est emblématique de cette mémoire qui s'est construite dans la relation de l'individuel et du collectif, mais aussi de cet esprit de famille qui contamine peu à peu l'ensemble des pratiques du mouvement. De nombreuses photographies ont en effet été prises au cours de la mobilisation, par des personnes isolées, et souvent pour leur seul usage privé. Mais vers la fin de la mobilisation, chacun sentant plus ou moins clairement en arriver le terme, Pierre s'est chargé de récupérer et de classer la plus grande quantité de photographies et de vidéos possibles. Il semble que l'objectif ait été atteint sans grande difficulté car beaucoup d'étudiants directement mobilisés en avaient en leur possession. Or ces photographies ont dès lors été consultables par tous les membres de la coordination, et celles ayant le plus de succès étaient affichées sur les murs des locaux où ils avaient l'habitude de se réunir au sein de l'université. Par toute une série d'interactions, d'échanges et de débats sur les photos, de classements intuitifs et de modifications de ces classements, ce qui apparaissait au départ comme un effort de mémoire individuel s'est peu à peu transformé en une construction collective de ce qui devait être retenu de ce qui s'était passé au cours des trois derniers mois. On retenait telle photographie parce qu'elle immortalisait un moment collectivement considéré comme décisif dans l'évolution de la mobilisation, telle autre parce qu'elle était « marrante », c'est-à-dire qu'elle correspondait bien à l'image que l'on se faisait des actions entreprises, festives et pacifiques. Ainsi, le local de l'association des étudiants en histoire est progressivement devenu la vitrine, l'image-mémoire du mouvement à l'échelle locale telle qu'elle avait été peu à peu construite par la coordination, mais aussi en un sens par tous ceux qui avaient mis le mouvement en paroles.

À la collecte des photographies s'est ajoutée, après la levée du blocus, celle des petites vidéos réalisées sur les téléphones portables,

et des *rushes* tournés par l'un des étudiants mobilisés. Enfin, il convient de mentionner également l'enregistrement vidéo du spectacle « Blocus City » et, *last but not least*, le CD musical déjà diffusé à plus de 700 exemplaires. Ainsi, la mémoire objectivée de la mobilisation n'a fait qu'en renforcer les traits les plus singuliers, l'image d'un mouvement créatif, « bon enfant » et à forte composante « culturelle » l'emportant sur toutes les autres.

L'institution de la mémoire militante

Mais si ce terrain de l'expressivité s'est imposé plus que d'autres dans la production de la mémoire collective, si les instants fugitifs de l'émotion partagée sont devenus tout particulièrement fixés pour « garder quelque chose » de cette mobilisation, c'est aussi parce que le prolongement organisationnel du mouvement s'est annoncé d'emblée beaucoup plus problématique. L'acquis proprement politique de ce qui avait été produit en commun est en effet demeuré présent dans tous les esprits, et la totalité des membres de la coordination souhaitait que perdurent des « lieux de rencontre », un espace pour de nouvelles mobilisations. Mais le débat qui s'est mis en place peu avant la levée du blocus n'a fait que réactiver tous les paradoxes dont avait été porteur ce mouvement dans son rapport à l'institutionnalisation.

L'avenir de la coordination a en effet été l'objet de nombreux et parfois très vifs échanges. Les entretiens réalisés permettent de faire ressortir trois positions principales vis-à-vis de cet avenir possible. La première est en un sens la plus « pure », la plus directement en continuité avec les pratiques du mouvement : il s'agit de celle défendue notamment par une grande partie des étudiants de lettres ou d'histoire, et par la majorité des filles de la coordination. Elle consiste à vouloir créer une association à partir de la « coord' » qui maintiendrait celle-ci en un état quasiment identique – notamment en prolongeant le principe du « No logo ». Il s'agit dans l'esprit de ses partisans d'instituer la coordination en cellule de veille, c'est-à-dire « *d'abord faire une association pour qu'on reste ensemble, pour garder ce noyau* » (Romain, étudiant en troisième année de licence d'histoire [12]), et ainsi, « *si on a d'autres luttes à*

faire, on aura gardé plus ou moins la même structure du mouvement, les commissions, etc., et donc on sera préparés» (Stéphane, étudiant en première année de licence de musicologie [3]). Le groupe aurait alors pour fonction d'informer la population étudiante des réformes en cours, des événements et autres décisions politiques les concernant. L'association pourrait mettre en place des débats d'ordre politique, mais là encore sans «étiquette» afin d'«amener le plus de monde», et même créer un journal. Elle pourrait aussi organiser des «concerts, des spectacles, c'est-à-dire des trucs plus culturels», pour rester visible dans les moments les plus calmes (Stéphane [3]).

Le dilemme de l'institutionnalisation

Une deuxième position, bien que proche de celle-ci, s'en distingue par son insistance sur la nécessité d'investir les différents conseils de l'université. Il s'agit bien de maintenir, au moins dans une certaine mesure, le principe «No logo» du groupe, mais cela ne doit pas empêcher d'agir là où les choses se font, en particulier dans les instances électives. Cette position est, à quelques nuances près, celle des trois porte-parole les plus «politiques», des militants du MJS* ou des étudiants plus proches de la gauche alternative qui avaient déjà constitué des listes pour les élections au conseil d'administration qui s'étaient tenues à la fin de l'hiver. Elle est attaquée par les précédents, qui ne sont pas totalement contre le projet, mais qui ne voient pas comment on ne finirait pas par politiser l'association en participant à des élections: «*Je serais d'accord pour les listes et tout ça mais le problème c'est que ceux qui veulent ça, faire des élus qui seraient dans des listes d'élection, c'est ceux qui veulent politiser l'association. Si c'est ça, non!*» (Sonia, étudiante en deuxième année de licence de lettres [11]). Ou encore: «*Se mettre sous forme associative, c'est à la fois bien et dangereux parce que pour vivre on a besoin des subventions mais quand on se présente au conseil d'UFR*, quelle ligne on défend? Parce qu'entre des gens qui sont d'extrême gauche et des gens qui sont sociaux-libéraux, y a quand même une différence, et après on en revient toujours au même point: est-ce que les gens vont pas écouter ceux qui étaient plus en avant dans le mouvement?*» (Romain, étudiant en troisième année de licence d'histoire [12]). Et de fait, pour ceux qui, comme Victor ou Fabien, défendent cette deuxième

option, il s'agit bien d'aller vers la création d'une sorte de syndicat local, prenant position dans l'espace local des luttes universitaires, mais en tentant de conserver en son sein toute la gamme des opinions qui s'étaient exprimées dans le mouvement – à l'exception sans doute des anarcho-syndicalistes de la CNT –, en même temps que le caractère convivial et « culturel » qui s'est exprimé en son sein.

La troisième et dernière position est plus que minoritaire. Elle doit toutefois retenir l'attention car elle fut aussi celle du quatrième porte-parole, Freddy, le moins « politique » (au sens de la proximité aux partis), mais aussi le plus proche de l'image du groupe qui s'était peu à peu imposée à tous. Au vu des débats, celui-ci a en effet affirmé que la « coord' » ne devait pas survivre à la mobilisation, position qu'il reprend et argumente lors de l'entretien réalisé au cours de la même période : *« Ce mouvement-là, [...] j'aimerais bien qu'il reste éphémère parce qu'il est éphémère. [...] Parce que si on le fait durer là, on va peut-être dénaturer l'idée qu'on a voulu faire passer. [...] En revanche, les liens humains, ils vont, j'en suis persuadé, perdurer et la réflexion va retourner [maintenant] avec chacun dans les associations dont il a fait partie, dans les partis politiques dont il fait partie et les syndicats, etc. »* (Freddy, étudiant en deuxième année de lettres [7]) Pour lui, c'est la force de ce type de mouvement, de ce type de coordination, qui est en jeu : construite contre l'institué, elle ne saurait le devenir à son tour sans se dénaturer et perdre sa légitimité.

Les désaccords l'ont emporté finalement sur le désir de perpétuer la coordination en association. Aucune structure de ce type n'a été créée. En revanche, les plus « politiques » ont constitué ensemble des listes aux élections suivantes, assurant de fait, au prix de quelques tensions internes, la représentation des « anciens » du mouvement au sein des instances de l'université et de plusieurs UFR. Les autres, les plus nombreux, ont envisagé de mener à bien leur projet de créer une association « politico-culturelle » ; mais c'était compter sans la distance progressivement prise par les porte-parole (nouvelle preuve, s'il était encore besoin, du poids qu'ils avaient acquis dans un mouvement où l'on se disait « sans leaders ni porte-parole »). À défaut d'être tous réunis dans le projet de la faire vivre, il ne pouvait être question de la fonder. Ainsi, cette façon si particulière qu'avait eu la coordina-

tion de produire de l'accord en son sein devait finalement empêcher toute forme d'institutionnalisation des cadres qu'elle avait produits.

Un mouvement *bis* ?

La période qui a suivi a permis de retrouver dans un nouveau contexte les effets de ce qui s'était mis en place au cours de ce mouvement. Au cours de l'été 2007, plus d'un an après les événements décrits, le gouvernement installé par le nouveau président de la République Nicolas Sarkozy fait immédiatement adopter par le Parlement la loi relative aux « Libertés et responsabilités des universités » (LRU). Rejetée par le syndicat majoritaire des enseignants du supérieur, le SNESup-FSU*, et par le mouvement « Sauvons la recherche » (SLR), qui y voient un pas supplémentaire vers le « démantèlement » du service public et la mise en péril des structures qui ont assuré le développement de la recherche fondamentale en France, la loi est discutée par les syndicats étudiants qui avaient été les plus médiatisés pendant le mouvement du printemps 2006 (l'UNEF* et la Confédération étudiante) —, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche Valérie Pécresse apportant un soin particulier à écouter leurs avis. L'UNEF cesse de se poser en opposante de la « réforme » dès lors que le gouvernement supprime la mention d'une sélection à l'entrée des masters, relève le nombre de représentants étudiants dans les conseils d'administration et promet d'améliorer les conditions d'études et les aides sociales des étudiants. La Confédération étudiante soutient ardemment la loi en raison de la promotion d'une nouvelle mission pour les universités, celle de l'« insertion professionnelle » des étudiants.

À la rentrée suivante, à la surprise des responsables des principales organisations, une nouvelle mobilisation voit le jour parmi les étudiants, au nom du rejet de cette « contre-réforme » d'inspiration « néolibérale ». L'université de Toulouse-2 apparaît en pointe. À l'initiative des syndicats et des courants situés à la gauche de l'UNEF, des assemblées générales se tiennent sur la plupart des campus, et, partout, les formes de mobilisation qui avaient fait le succès du mouvement anti-CPE* sont rapidement réactivées. Très vite, des blocus

sont instaurés après des débats contradictoires. Les tensions internes aux universités sont toutefois beaucoup plus vives qu'au printemps 2006. La Conférence des présidents d'université (CPU) milite ardemment pour l'application de la réforme et diffuse des consignes visant à stopper la « contagion » d'un mouvement cette fois dénoncé comme minoritaire. Les forces de l'ordre évacuent sans ménagement les blocus des universités où le conflit est le plus avancé. Ailleurs, c'est la fermeture administrative qui est décrétée pour quelques jours par des présidents qui disent ainsi vouloir éviter les « affrontements ». Le SNESup et les syndicats situés à sa gauche, puis SLR, soutiennent la mobilisation, sans toutefois parvenir à engager de larges fractions des personnels. L'UNEF se joint à la mobilisation, en réclamant le respect des promesses de l'été, puis, après avoir obtenu des engagements budgétaires complémentaires de la part du gouvernement, appelle à la levée des blocus.

À Poitiers, bien qu'aucune structure n'ait été mise en place entre-temps, le mouvement démarre assez rapidement, sur des mots d'ordre analogues à ceux des autres villes et suivant des formes de mobilisation quasiment identiques à celles de 2006. Le blocus est voté dans les UFR de sciences humaines et arts, et de lettres et langues. Pourtant, des porte-parole du mouvement précédent, seul Michaël semble véritablement actif; et les militants du MJS, sans se montrer hostiles à la mobilisation, apparaissent toutefois embarrassés par sa tonalité plus marquée à gauche. Freddy, l'altermondialiste « sans étiquette », est quant à lui en Afrique, dans le cadre d'un échange international. En fait, associés à quelques nouveaux venus, ce sont plusieurs membres des anciennes commissions « action » ou « animation » qui sont parmi les plus présents dans la tenue des AG et la représentation externe du mouvement. Et malgré la défection de la plupart des porte-parole de 2006, c'est d'abord la continuité avec le mouvement qui s'était déroulé alors qui ne peut que frapper l'observateur. La forte distance, voire la méfiance, vis-à-vis des syndicats étudiants et, plus généralement, de la politique instituée, n'a fait que se renforcer. Les syndicats étudiants sont toujours aussi absents et le « No logo » s'est à nouveau imposé très rapidement, comme s'il s'agissait d'un fait désormais acquis. Il en est de même du vote à bulletin secret, une nouvelle fois

utilisé, voire amélioré par les étudiants mobilisés, puisque ceux-ci y ajoutent différentes techniques de contrôle pour éviter avec plus de certitude encore que certains étudiants ne votent plusieurs fois au cours d'une même AG (par exemple, en marquant à l'encre la peau de celui qui a voté). La coordination prend également l'initiative de blocus de ville et de «manifs de nuit», types d'action qui avaient fait le succès du mouvement anti-CPE. De même, malgré l'importance accordée à la question démocratique, aucune réelle élection des porte-parole n'est observée. Ces derniers – plus souvent des garçons – s'imposent pour la plupart comme tels dès le début du mouvement et le restent jusqu'à son terme.

Changement de configuration

Ainsi, l'expérience précédente a été marquante, et elle est encore suffisamment présente chez une partie des étudiants mobilisés pour qu'un ensemble de références et de pratiques resurgissent sous une forme quasi-inchangée. Dans des conditions beaucoup plus difficiles qu'en 2006, en raison de l'objet du conflit qui réclame des explications beaucoup plus fournies, des divisions qui traversent les organisations étudiantes de gauche et de l'opposition nouvelle que rencontre la mobilisation du côté des présidents d'université, un mouvement prend forme pendant quelques semaines. Et cette fois, ce n'est plus la dynamique originelle initiée par les étudiants de STAPS ou l'apport de compétences politiques externes qui permettent de comprendre la mise en forme de la mobilisation. Le «relais» a en quelque sorte été passé à des étudiants qui s'étaient peu à peu affirmés au cours du mouvement de 2006, à quelques autres qui étaient restés moins visibles, ou même à de jeunes étudiants qui y avaient pris part alors qu'ils n'étaient encore que lycéens.

Pour autant, le mouvement se déroule de façon fort différente de celui de 2006. Si le démarrage de l'action se fait sans trop de difficultés, si les pratiques sont reproduites quasiment à l'identique, voire accentuées dans leurs singularités, le mouvement peine à s'étendre. Alors que, dans d'autres universités, la mobilisation atteint parfois des niveaux équivalents, elle n'est ici à aucun moment de la même ampleur qu'en 2006 (ni en termes de présence aux assemblées géné-

rales ni en termes de participation aux actions). Et les formes d'action qui s'étaient révélées efficaces un an et demi plus tôt, tels le blocus de ville et la « manif de nuit », semblent cette fois condamnées à « tourner court ».

En fait, si la question de la « transmission » des pratiques ou celle de la connaissance des enjeux politiques ne semblent guère faire problème, se pose en revanche la question de la réactualisation des pratiques, et de leur ajustement au contexte où elles prennent sens. D'une certaine façon, s'il y a bien eu continuité du blocus poitevin de 2004 à celui de 2006, les mobilisations de 2006 et 2007 n'appartiennent pas au même temps social et politique⁸¹, et la réactivation de la mémoire collective ne saurait, pour être pleinement efficace, se réaliser à l'identique. Les changements de configuration politique entraînés par l'élection présidentielle et l'objet du conflit exigent une forme de recomposition du groupe et de son discours, que la seule évocation du mouvement précédent bride plus qu'elle ne la facilite. Faute de cadres organisationnels pérennes, les débats n'ont guère eu lieu entre ceux qui s'étaient trouvés associés dans un tout autre contexte, et la recomposition s'opère dans une certaine confusion ; aux anciens porte-parole, on demande de s'investir davantage, alors même qu'ils entendent demeurer en retrait et encouragent au renouvellement des formes d'action ; les nouveaux animateurs du mouvement semblent quelque peu pris au piège d'une expérience passée qui les arme en même temps qu'elle leur impose de douloureuses comparaisons. Relativement à ce qui pouvait s'observer ici antérieurement à 2004, et compte tenu de l'absence d'organisation étudiante, la mobilisation atteint un niveau relativement élevé, mais la magie semble loin d'opérer comme en 2006.

Ainsi, tant dans le déroulement du conflit lui-même – lorsque le mouvement poitevin avait tenté en vain d'infléchir le cadre revendicatif à l'échelle nationale –, que dans sa postérité – à l'occasion de cette séquence « anti-LRU » –, ce qui a fait un temps la force du mouvement à l'échelle locale semble se retourner contre lui dès lors

81. Cf. M. Halbwachs, *La Mémoire collective*, *op. cit.*

qu'il s'agit d'en apprécier l'efficacité en d'autres lieux ou en d'autres périodes. Et l'on pourrait élargir le propos en mettant en évidence l'espèce de ruse de la raison organisationnelle qui finit par donner «le dernier mot» aux représentants des syndicats étudiants reconnus comme majoritaires, fussent-ils parfois si modestement implantés.

Ce serait néanmoins oublier quelques faits notables. L'on négligerait notamment que la production d'une mémoire institutionnalisée revient tout aussi bien aux courants et aux organisations qui dominent l'espace de la représentation des étudiants qu'à ceux qui y conduisent des stratégies subversives. L'on perdrait aussi de vue cet aspect majeur des luttes étudiantes qui, au-delà des vicissitudes des luttes pour la représentation, en font d'incomparables lieux d'apprentissage politique – à commencer d'ailleurs par ceux qui construisent de véritables carrières militantes, en apprenant à faire avec des assemblées ou des coalitions incertaines. Et l'on ne comprendrait pas comment à la rentrée 2007, quelque mois seulement après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, à un moment où la démobilisation sociale paraissait à son comble, un ensemble de courants syndicaux est parvenu à faire entendre la nécessité d'une mobilisation radicale ; ni comment des dizaines de milliers d'étudiants ont entendu cet appel, disposés qu'ils étaient, après les longues semaines de lutte du printemps 2006, à se saisir d'enjeux à la fois plus politiques et plus institutionnels.

Plus qu'à la mystique du mouvement, spontanément pensé comme «authentique», ou à celle de l'organisation, conçue comme nécessairement «grande» par sa durabilité, il s'agit donc bien davantage de s'en remettre à l'analyse des conditions particulières, objectives et subjectives, organisationnelles et circonstanciées, qui font qu'une mobilisation prend forme, que des pratiques se transmettent, qu'une invention spécifique se fait jour. Et s'il fallait, pour finir, dire ce qu'il peut en être de ces mouvements spécifiques qui semblent déborder des cadres collectifs les plus éprouvés, on pourrait plutôt donner la parole à l'un des étudiants poitevins de 2006, parmi ceux qui, justement, disent avoir le plus appris du mouvement : *«Un mouvement éphémère, c'est pas la même chose qu'un mouvement qui est pérenne. On voit bien la différence qu'il y a entre notre mouvement à nous et les mou-*

vements syndicaux. Eux, ils étaient là avant cette lutte, ils seront là après la lutte [...]. Et là, on est dans une lutte éphémère et je crois que c'est important de conserver ce truc-là, parce que je pense que c'est les luttes éphémères qui sont les plus fortes au niveau de l'intensité. C'est un peu le feu de paille qui dégage beaucoup, beaucoup d'énergie mais qui s'éteint très vite. Alors que... les syndicats c'est plutôt un gros bois de chêne vert ; ça brûle doucement mais ça continue toujours à brûler. Donc je pense que pour que... ce feu qui est tout le temps alimenté ne meure jamais... soit influencé, il faut des feux de paille » (Freddy, étudiant en deuxième année de lettres [7]).